

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

2, rue de l'Ancienne Mare
Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2023.04.ET.189.SB.BrJ
Code AIOT : 0005800489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2022, l'inspection s'est rendue le 7 mars 2023 sur le site de l'incinérateur des boues issues de la station d'épuration Emeraude afin d'analyser les compléments apportés par l'exploitant au dossier de réexamen IED du BREF Incinération WI.

De plus, dans le cadre de l'action nationale 2023 sur la surveillance des rejets atmosphériques, l'inspection s'est attachée à vérifier certaines prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et du 11 octobre 2012) à incinérer des boues de station d'épuration urbaine.

En 2022, les installations ont incinéré près de 7258 tonnes de matières sèches (pour une quantité maximale autorisée de 12 000 tonnes par an) générant ainsi 1 655,68 tonnes de cendres, 38,15 tonnes de résidus de fumées d'incinération des boues (REFIB) et 4 119 m³ d'eaux résiduelles issues du traitement physico-chimique des fumées avant rejet et traitement dans la Step Emeraude.

Le site relève de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités de :

- incinération des boues de step déshydratées (rubrique n° 3520)
- prétraitement de déshydratation mécanique par centrifugation des boues (rubrique n° 3532).

La rubrique n°3520 est la rubrique principale de l'établissement ,le BREF applicableest le BREF WI « Incinération des déchets (parution au 3 décembre 2019).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la conformité aux MTD du BREF Incinération de déchets WI ainsi que certaines prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suite de la visite du 02/03/22	rapport d'inspection du 15/04/2022, Demande n°s 1 à 3 et 5	/	Lettre de suite préfectorale demandes n° 1 et 2	1 mois
2	Suite de la visite du 02/03/22	rapport d'inspection du 15/04/2022, Demande n°4 du rapport d'inspection	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 3	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Suite de la visite du 02/03/22	rapport d'inspection du 15/04/2022, Demande n° 7 du rapport d'inspection	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 4	1 mois
8	Canalisation transport de produits	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.0 et 3.1.5	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 5	à compter de la date de la lettre de suite
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.6	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 6	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air.	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
5	Gestion et traitement des déchets issus de l'incinération et de...	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26	/	Observation n° 1
6	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques.	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'instruction du dossier de réexamen IED (mis à jour en janvier 2023) n'a pas relevé de non-conformité à la mise en place de MTD aux installations, et notamment au regard des prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux MTD applicables aux installations d'incinération. Cet arrêté ministériel prescrit de nouvelles dispositions modifiant celles de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1997, lesquelles seront applicables à partir du 3 décembre 2023. Aussi, l'inspection prévoit de rappeler à l'exploitant l'assujettissement à ces nouvelles règles par lettre préfectorale.

Toutefois, la visite a fait l'objet de 6 demandes sur le sujet du dossier de réexamen IED (transmission du rapport de base avant le 15 avril 2023 ; engagement sur les NEA-MTD pour les émissions de rejet dans l'eau ainsi que les campagnes d'analyses supplémentaires sur le mercure dans les boues et les fumées), sur le bon état de fonctionnement de l'ensemble des blocs autonomes de sécurité, d'étanchéité des canalisations et du revêtement du sol des rétentions).

Concernant l'action nationale de surveillance des rejets atmosphériques, l'exploitant réalise correctement les procédures de suivis (QAL2, 3, AST) de son système d'analyseur et les valeurs limites d'émissions dans l'air sont bien respectées.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Autre du 15/04/2022, article Demande n°s 1 à 3 et 5 du rapport d'inspection
Thème(s) : Autre, BREF WI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant complètera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois: <ul style="list-style-type: none">- son dossier de ré-examen avec l'examen du pré-traitement mécanique des boues (par centrifugation) au regard des conclusions du BREF WT.-son dossier de ré-examen en présentant les techniques alternatives à la chaudière de récupération de chaleur mise en œuvre sur son site et leur bilan énergétique.- en confirmant les NEA-MTD pour les émissions atmosphériques sur lesquelles il s'engage;- proposant une surveillance plus régulière de la teneur en mercure des boues entrantes sur l'installation afin de démontrer que la surveillance en continu du mercure à partir de décembre 2023 ne sera plus nécessaire.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le 17 janvier 2023 les compléments à son dossier de réexamen IED du 3 décembre 2020 suite aux demandes formulées par l'inspection lors de l'instruction du dossier en visite du 2 mars 2022. Les réponses apportées par l'exploitant sont satisfaisantes et complètes :

- l'examen du prétraitement mécanique des boues par centrifugation au regard des conclusions du BREF traitement de déchets WT n'apporte pas de nouvelles prescriptions qui ne soient déjà couvertes par le BREF Incinération WI ;
- le dispositif de récupération d'énergie constitué de 2 échangeurs de calories permet de récupérer une énergie supérieure à 60 % (calcul du rendement global de l'installation à l'appui) et constitue une solution technique alternative satisfaisante et suffisante à la chaudière de récupération de chaleur ;
- confirmation des NEA-MTD fréquence et valeur limite d'émission des rejets canalisés dans l'air avec une particularité sur le paramètre mercure mesuré à une fréquence semestrielle au lieu d'une surveillance en continu s'il est démontré durant 2 ans consécutifs que les boues incinérées ont une teneur faible et stable en mercure. Le suivi de la concentration du mercure mesurée dans les fumées (allant de 0,0030 à 0,013 mg/Nm³ pour une VLE à 0,020 mg/Nm³) et les boues sur la période du 15 mai 2019 au 8 février 2022 ainsi que sur la période suivante (présenté à l'oral le jour de la visite) semble aller dans ce sens. Toutefois, l'exploitant continue son suivi pour obtenir une période d'au moins deux ans de mesure mensuelle dans les boues et trimestrielle dans les fumées par un organisme extérieur afin d'écarter définitivement la nécessité d'une surveillance en continu à partir du 3 décembre 2023 et d'acter la surveillance semestrielle.

L'exploitant confirme avoir mandaté un bureau d'étude pour la réalisation du rapport de base à remettre dans les délais (au 15 avril 2023), justifiant ainsi la non remise d'un rapport de « non soumission » au rapport de base tel que prévu par le guide DGPR d'octobre 2014.

Demande n° 1 : L'exploitant transmettra au plus tard le 2 mai 2023 à l'inspection le récapitulatif des résultats du suivi de la concentration en mercure dans les boues et les fumées, notamment depuis février 2022.

Demande n° 2 : L'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard le 15 avril 2023, le rapport de base comprenant notamment a minima un état des lieux du sol et de la qualité des eaux souterraines ainsi que les substances à surveiller.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suite de la visite du 02/03/22

Référence réglementaire : Autre du 15/04/2022, article Demande n°4 du rapport d'inspection

Thème(s) : Autre, BREF WI

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant complètera et transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 3 mois, son dossier de ré-examen en proposant une valeur limite (avec la méthode de calcul) et une surveillance pour le paramètre COT qui tiennent compte du taux d'abattement de la station et d'un facteur de conversion DCO/COT (cf. observation) afin de respecter la valeur limite d'émission dans l'eau de 40 mg/L de COT (indiqué à l'annexe 8 de l'AM du 12 janvier 2021)

Constats :

L'exploitant a justifié de la tenue de la valeur limite d'émissions en COT dans l'eau après traitement des eaux usées sur la Station d'épuration Emeraude avec un taux d'abattement à 95 % et propose donc garder la valeur limite en COT à 40 mg/L fixée à l'annexe 8 de l'AM du 12 janvier 2021.

La surveillance des rejets aqueux issu du traitement des fumées sera complété par ce paramètre COT, mais cette mesure ne remplacera pas la surveillance du paramètre DCO qui sera maintenue. Par contre, l'inspection constate que la surveillance et les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux proposé par l'exploitant ne correspondent pas au bon process du site à savoir « l'épuration des fumées » pour un rejet indirect dans une masse d'eau.

Les fréquences et valeurs limites d'émissions dans l'eau (avec des mesures en continu sur le débit, pH) sont reprises ci-après :

Paramètres	Fréquence de surveillance MTD	Valeur limite NEA-MTD	Unités
MES	journalier	300	mg/L
COT	continu ou journalier	40	mg/L
As	mensuelle	0,05	mg/L
Cd	mensuelle	0,03	mg/L
Cr	mensuelle	0,1	mg/L
Cu	mensuelle	0,15	mg/L
Ni	mensuelle	0,15	mg/L
Pb	mensuelle	0,06	mg/L
Sb	mensuelle	0,9	mg/L
Tl	mensuelle	0,03	mg/L
Zn	mensuelle	0,5	mg/L
Hg	mensuelle	0,01	mg/L
Dioxines/furanes PCDD/PCDF	mensuelle	0,05	ng/L
Fluorures*	hebdomadaire	15	mg/L
CN Libres*	semestrielle	0,1	mg/L
hydrocarbures totaux*	semestrielle	5	mg/L
AOX*	semestrielle	5	mg/L

* :surveillance issue du programme RSDE de 2017

Demande n° 3 : L'exploitant confirmera au plus tard le 2 mai 2023 les fréquences de surveillance et valeurs limites d'émission dans l'eau des rejets aqueux issus de l'épuration des fumées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suite de la visite du 02/03/22

Référence réglementaire : Autre du 15/04/2022, article Demande n° 7 du rapport d'inspection
Thème(s) : Autre, Eclairage de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant justifiera à l'inspection au plus tard, sous un délai d'un mois, que l'ensemble des éclairages de sécurité est remis en état de fonctionnement.
Constats : L'exploitant indique que l'ensemble des éclairages de sécurité (au nombre de 225) a été changé depuis septembre 2022. L'inspection constate notamment que les deux BAES de la salle de réunion sont en état de fonctionnement. Le prochain contrôle des installations électriques est prévu fin mars 2023. <u>Demande n° 4 :</u> L'exploitant transmet à l'inspection au plus tard le 2 mai 2023 le rapport de vérification des installations électriques du site prévue fin mars 2023 afin de confirmer du bon état de fonctionnement de l'ensemble des éclairages de sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : <ul style="list-style-type: none">- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 17 pour le monoxyde de carbone (CO) et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène (HCL), le fluorure d'hydrogène (HF), le dioxyde de soufre (SO2) et les oxydes d'azote (NO) ;- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène (HCL), le fluorure d'hydrogène (HF), le dioxyde de soufre (SO2) et les oxydes d'azote (NO) ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ;- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³. Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 10 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites. Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 : Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum. Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.

Constats :

L'inspection ne constate pas de dépassement des mesures sur les moyennes journalières et sur une demi-heure pour les paramètres : CO, les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), HCl, HF, SO₂ et NO. Le dernier rapport d'analyse semestrielle des rejets atmosphériques effectué par un organisme extérieur du 28 au 30 novembre 2022 conclut que les valeurs mesurées sur le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépassent pas les valeurs limites d'émissions autorisées.

L'inspection ne relève pas de moyenne journalière non valide, car dans une même journée, on ne constate pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure qui ont dû être écartées (4 seulement sur le paramètre poussières le 16 décembre 2022). Aucune moyenne journalière n'a été écartée en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation sont prises pour permettre une bonne gestion des déchets issus de ses activités, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence. En particulier, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé doit présenter une description des mesures prévues pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits, notamment en ce qui concerne les résidus de l'incinération ; - faciliter le recyclage et l'utilisation des déchets, si cela est possible et judicieux du point de vue de la protection de l'environnement ; - s'assurer, à défaut, du traitement ou du prétraitement des déchets pour en extraire la plus grande part valorisable ou en réduire les dangers potentiels. Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les cendres issues des fours sont conditionnées en silos étanches de 160 m³ puis évacuées en citerne vers une filière de valorisation (stabilisateur de déchets dangereux) ; • les résidus d'épuration des fumées d'incinération des boues (REFIB) sont conditionnés en bigbags de 1 tonne et entreposés à l'abri avant évacuation en filière d'élimination en centre d'enfouissement de classe 1. <p>L'inspection constate la présence de REFIB sur les palettes autour des bigbags avant leur évacuation.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n° 1 : L'exploitant veillera à prévenir toute projection de REFIB au moment du remplissage en bigbag.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformités des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent : <ul style="list-style-type: none">- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;- la réalisation de contrôles externes de recalage. Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative. L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes. L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant réalise correctement : <ul style="list-style-type: none">• le contrôle de vérification des appareils de mesures en continu dans le cadre d'essai relatif à la validation des équipements d'auto-surveillance (AST), par un organisme accrédité dont le dernier rapport d'essai du 13 et 22 octobre 2022 conclut que les analyseurs sont conformes au sens de la norme NF EN 14-1891 et du fascicule FD X 43-132. La procédure AST permet d'évaluer si le système de mesurage fonctionne correctement, si ses performances restent valides et si l'étalonnage et sa variabilité restent inchangés par rapport à leur détermination lors du QAL2 ;• les contrôles métrologiques sur les appareils de mesures en continu AMS (QAL 3 : assurance qualité en routine des AMS) sont réalisés chaque mois par un organisme extérieur ;• un étalonnage des équipements (QAL 2) est effectué tous les 3 ans par un organisme extérieur dont le dernier rapport en date de 2021 conclut que les analyseurs soumis à étalonnage sont conformes au sens de la norme NF EN 14-1891 et du fascicule FD X 43-132.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène et la vapeur d'eau.
Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. L'inspection constate que les mesures sur les rejets atmosphériques sont correctement réalisées annuellement par un organisme extérieur. Le dernier rapport de mesures effectuées du 28 au 30 novembre 2022 conclut que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2012 ainsi que de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux sont respectées. Pour rappel, les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2022 relatifs aux MTD sont applicables à compter du 3 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Canalisation_transport de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.0 et 3.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité des canalisations de transport de produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le boues produites en interne sont directement transférées après déshydratation vers les fours d'incinération ou vers un silo de stockage étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage. Les canalisations de transport de fluides polluants doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle.
Constats : L'inspection constate la présence de boues au sol et au niveau d'un raccord de canalisation de transport des boues déshydratées vers le four d'incinération. L'exploitant précise qu'il y a eu une intervention de maintenance et qu'a priori le joint a été mal remis. <u>Demande n° 5</u> : L'exploitant procède dès à présent à la remise en état du raccord de la canalisation afin de s'assurer de son bon état et étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Ateliers et stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés des produits dangereux ou polluants, solides, liquides ou liquéfiés, doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage...) puissent être drainés vers une capacité de rétention étanche dont le revêtement résiste à l'action physique et chimique des produits.
Constats : L'inspection constate que le revêtement de la rétention du bac contenant de l'acide sulfurique est endommagé et ne serait pas suffisant pour résister à une action physique et chimique du produit. L'exploitant indique que l'opération de remise en état du sol à l'aide d'une résine, est programmée pour le mois prochain. <u>Demande n° 6</u> : L'exploitant procède à la remise en état du revêtement au plus tard le 2 mai 2023 afin de s'assurer de la bonne résistance à toute action physique et chimique du produits en cas de déversement accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois